

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 février 2011
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 25 février 2011, adressée au Président
du Conseil de sécurité par les représentants permanents
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord et de la Fédération de Russie**

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration à la presse sur la situation en Afghanistan, établie conjointement par le Ministre des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, à Londres, le 15 février 2011 (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) **Mark Lyall Grant**

Le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) **Vitaly Churkin**



**Annexe à la lettre datée du 25 février 2011 adressée
au Président du Conseil de sécurité par les représentants
permanents du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord et de la Fédération de Russie**

[Original : anglais et russe]

**Déclaration à la presse sur la situation en Afghanistan,
établie conjointement par le Ministre des affaires
étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord et le Ministre des affaires étrangères
de la Fédération de Russie**

Londres, le 15 février 2011

Dans le prolongement de la fructueuse réunion qu'ils ont tenue à Moscou le 13 octobre 2010, le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni et le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie se sont rencontrés à Londres aujourd'hui.

Les Ministres ont réaffirmé leur volonté de voir l'Afghanistan devenir un État pacifique, stable, démocratique, autonome sur le plan économique et libéré du terrorisme et des stupéfiants. L'Afghanistan et les pays voisins devraient appliquer le principe de la non-ingérence et ne pas constituer une menace les uns pour les autres. Les Ministres ont souligné qu'ils étaient disposés à continuer d'apporter une assistance multiforme en vue de la stabilisation et du développement économique durable du pays. Ils ont exprimé leur appui au « processus de Kaboul », qui prévoit notamment le transfert, d'ici à la fin 2014, des responsabilités liées au maintien de la sécurité en Afghanistan au Gouvernement afghan et aux Forces nationales de sécurité.

Les Ministres ont exprimé leur soutien à l'action entreprise par le Gouvernement afghan pour parvenir à un règlement politique global et représentatif, ainsi qu'aux travaux du Haut Conseil pour la paix et du Programme afghan pour la paix et la réintégration du Gouvernement. Ils se sont dits heureux de constater que le Président Karzaï s'employait à tendre la main à tous les Afghans qui avaient choisi de rompre leurs liens avec Al-Qaida et les autres groupes terroristes, de renoncer à la violence et de travailler dans le respect de la Constitution afghane. Ils ont souligné qu'ils continuaient à souscrire au régime de sanctions imposé par l'Organisation des Nations Unies en application de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité, et qu'ils continueraient à ce titre d'examiner soigneusement les propositions de radiation de la Liste récapitulative, conformément à la résolution 1822 (2008) du Conseil. Conscients que la liste des personnes et entités frappées de sanctions joue un rôle central dans la lutte contre la menace terroriste représentée par Al-Qaida et les Taliban, ils sont convenus d'envisager également d'y inscrire les noms des personnes qui appuyaient et finançaient la rébellion, en exécution de la résolution 1822 (2008) du Conseil.

Les Ministres se sont engagés à s'employer ensemble à aider le Gouvernement afghan à renforcer sa coopération avec ses partenaires internationaux et régionaux, notamment l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe,

l'Organisation du Traité de sécurité collective, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en vue de contribuer à faire de l'Afghanistan un pays stable et économiquement viable. Ils ont souligné que tout processus politique devait faire fond sur un large appui international et régional et se sont félicités de la participation constructive des pays voisins de l'Afghanistan.

Les Ministres ont réaffirmé qu'il était nécessaire de continuer à travailler en étroite collaboration, aux niveaux politique et opérationnel, pour lutter contre la production, le commerce et le trafic illicites de stupéfiants dans la région, qui compromettaient la paix et la stabilité internationales. Ils ont souligné qu'il importait de s'attaquer au problème des stupéfiants à tous les maillons de la chaîne de production et de distribution, notamment en appuyant les efforts déployés par l'Afghanistan pour éliminer la production, offrir d'autres moyens de subsistance, mettre fin aux flux financiers illicites, intercepter les livraisons de précurseurs et prendre des mesures pour combattre la toxicomanie.

Les Ministres sont convenus de continuer à apporter un appui concret et politique aux mécanismes de coopération multilatéraux existants, en particulier au Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale et à l'Initiative du Pacte de Paris de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Ils ont déclaré qu'ils appuyaient les mesures concrètes prises par le Gouvernement afghan aux fins d'améliorer le maintien de l'ordre et la lutte contre la criminalité organisée.

Les Ministres ont précisé qu'ils collaboreraient par l'intermédiaire du Conseil OTAN-Russie afin d'appuyer le Gouvernement afghan tout au long du processus de transition, soulignant qu'il importait d'œuvrer à la création d'un fonds d'affectation spéciale du Conseil OTAN-Russie destiné à assurer l'entretien technique des hélicoptères afghans de type « Mi », l'un des objectifs formulés au Sommet du Conseil tenu à Lisbonne. Les Ministres ont noté combien l'itinéraire de transit à travers le territoire de la Fédération de Russie jouait un rôle important. Ils ont également relevé le succès du projet de lutte contre les stupéfiants exécuté sous l'égide du Conseil OTAN-Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe grâce aux contributions du Royaume-Uni et de la Fédération de Russie, notamment l'importante contribution de l'Institut panrusse d'études avancées du Ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie.